

La reconnaissance immédiate et sans condition par la France de l'Etat palestinien, une exigence à porter contre le plan Netanyaou/Trump



Conseil des ministres des Affaires Etrangères de l'UE du 17/02/20
Conférence de presse – Vice Président Josep Borrell

« Nous avons eu un échange de vues sur le processus de paix au Moyen-Orient dans le cadre des affaires courantes; ce n'était pas à l'ordre du jour en tant que point spécifique. À la suite de la présentation de la proposition des États-Unis, nous avons brièvement discuté de la meilleure façon de relancer un processus politique acceptable pour les deux parties et de la meilleure façon de défendre les paramètres convenus au niveau international, l'égalité des droits et le droit international. Plusieurs ministres ont demandé que ce point soit inscrit à l'ordre du jour du prochain Conseil des affaires étrangères, avec une discussion spécifique sur et avec certaines résolutions. Nous le ferons après les élections israéliennes. »



Les ministres des Affaires étrangères de l'UE reportent leur réponse au plan de paix de Trump qu'après les élections israéliennes

Plusieurs pays membres pourraient pousser à la reconnaissance d'un État palestinien même s'il n'est pas soutenu par une décision commune de l'UE

Noa Landau Haaretz 17 févr.2020 19:48

L'Union européenne n'adoptera aucune résolution officielle sur le plan de paix du président américain Donald Trump pour Israël et les Palestiniens avant "la fin des élections israéliennes", a déclaré lundi le chef des affaires étrangères Josep Borrell, après une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'organisation à Bruxelles.

"Nous avons eu un échange de vues sur le processus de paix au Moyen-Orient suite à la présentation de la proposition américaine", a déclaré Borrell. "Nous avons brièvement discuté de la meilleure façon de relancer un processus politique acceptable pour les deux parties et de la meilleure façon de défendre les paramètres convenus au niveau international, l'égalité des droits et le droit international."

Borrell a ajouté que plusieurs ministres des Affaires étrangères avaient demandé que la question soit ajoutée à l'ordre du jour de leur réunion de mars "avec une discussion spécifique et quelques résolutions".

"Nous le ferons. Après les élections israéliennes", a déclaré Borrell.

Dimanche, Haaretz a rapporté qu'un groupe d'États membres de l'UE, dirigé par le Luxembourg, prévoyait de présenter une initiative lors de la réunion de lundi pour que l'UE procède à une reconnaissance conjointe d'un État palestinien en réponse au plan Trump. Le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, a discuté de l'initiative avec les ministres des Affaires étrangères d'Irlande, de France, de Belgique, d'Espagne, du Portugal, de Finlande, de Suède, de Malte et de Slovaquie.

Plus que jamais, c'est le moment de porter haut et fort cette exigence de la reconnaissance immédiate et sans condition par la France de l'Etat palestinien tel qu'il a été proclamé en 1988 par l'OLP, tel qu'il a été admis au sein de l'ONU comme membre observateur par l'Assemblée Générale des Nations Unies, tel qu'il est membre de la Cour Pénale Internationale, de l'UNESCO et de la Commission des Droits de l'Homme.